

nccr →
on the move

National Center of Competence in Research –
The Migration-Mobility Nexus
nccr-onthemove.ch

Katrin Sontag, Selina Reusser

**Quelles demandes pour
un droit de vote plus inclusif dans
les sociétés de migration?**

en bref #20, juin 2021



SWISS NATIONAL SCIENCE FOUNDATION

The National Centres of Competence in Research (NCCR)
are a research instrument of the Swiss National Science Foundation

Messages aux décideuses et décideurs

14 pays de l'UE ont introduit le droit de vote local pour les personnes sans citoyenneté européenne; en Suisse, huit cantons octroient ce droit pour les personnes non-nationales à différents niveaux.

Alors que le nombre de résident·e·s sans droit de vote augmente, des militant·e·s réclament des droits politiques plus inclusifs.

Pour les militant·e·s, les droits politiques sont une expression d'appartenance et d'inclusion.

Ils-Elles revendiquent que le droit de vote ne soit pas lié à l'acquisition de la nationalité.

Ce que nous entendons par ...

... Déficit démocratique

La démocratie c'est *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* déclarait A. Lincoln. Ainsi, tous les résident·e·s devraient avoir le droit de participer à la création des lois auxquelles ils-elles seront soumis·e·s. Il y a un déficit démocratique lorsqu'un nombre croissant de personnes en sont exclus.

... Citoyen·ne·s (activistes)

Le terme *citoyen·ne* désigne les personnes ayant la nationalité d'un pays, avec des responsabilités et des droits. Or, un nombre croissant de personnes vivent en-dehors de leur pays d'origine et n'ont pas le droit de vote dans leur lieu de résidence. Selon les approches militantes de la citoyenneté, l'exclusion des personnes non-nationales de la participation politique au niveau local remet en question l'inclusivité et la légitimité de la démocratie. Le concept de «citoyen·ne activiste» d'Isin propose une vision plus dynamique de la signification de citoyen·ne où l'engagement devient une forme de citoyenneté.

La mobilité internationale croissante a pour conséquence qu'une part toujours plus importante de la population locale en Europe ne possède pas de droits de vote – une situation qui constitue un déficit dans les pays possédant un système démocratique. Ce policy brief présente des groupes de militant·e·s dans des villes suisses et européennes et leurs demandes en faveur d'une extension du droit de vote local aux personnes non-nationales.

Dans de nombreux pays, les droits politiques sont liés à la nationalité et considérés comme une prérogative des citoyen·ne·s nationaux. Alors que de plus en plus de personnes se déplacent au-delà des frontières nationales, ce lien entre les droits politiques et la nationalité est problématisé. Des initiatives politiques demandent qu'au moins le droit de vote local soit étendu aux personnes non-nationales.

Quelle est la situation en Europe ?

En Suisse, la part de la population non-nationale est de 25 %. Dans des villes européennes comme Bruxelles, Vienne et Bâle, ce pourcentage dépasse les 30 %.

En raison de la **législation européenne**, le droit de vote au niveau communal pour les citoyen·ne·s de l'UE existe depuis 1992. Pour les ressortissant·e·s de pays non-membres de l'UE, le droit de vote local existe dans 14 des 27 États membres. Dans la **Suisse** fédérale, le droit de vote des personnes non-nationales n'est pas **uniforme**. D'une part, le droit de vote cantonal existe dans 2 des 26 cantons (Jura et Neuchâtel). Un référendum sur l'introduction du droit

de vote pour les personnes non-nationales est en cours dans le canton de Bâle-Ville. D'autre part, le droit de vote communal existe dans 6 cantons. Une initiative politique a récemment été rejetée par le Parlement cantonal de Berne, alors qu'une autre est en cours dans le canton de Zurich.

Acquérir la nationalité n'est pas toujours une solution

Traditionnellement, l'acquisition de la nationalité est considérée comme le seul moyen de devenir membre du régime politique. De plus, la **discussion** sur l'extension du droit de vote se heurte souvent à l'argument selon lequel une telle extension diminuerait la motivation à demander la nationalité. Or, les personnes sont de plus en plus mobiles à l'échelle internationale, souvent de manière temporaire, et peuvent souhaiter s'engager politiquement sur leur lieu de résidence sans devenir des citoyen·ne·s nationaux·les. Outre le fait que la double nationalité n'est pas autorisée dans tous les États, l'acquisition de la nationalité peut être onéreuse et longue, **surtout en Suisse** où 10 à 12 ans de résidence sont requis. Abstreindre la participation politique pendant si



Sessions parlementaires 2019 à Bâle de l'association «Mitstimme», photographie de František Matouš

longtemps est contradictoire avec les attentes d'une intégration rapide.

Défendre les droits de la citoyenneté

Négociés et défendus, les droits de la citoyenneté ont connu des transformations significatives au fil du temps. En Suisse par exemple, le droit de vote a été étendu progressivement à différents groupes. Ainsi, le droit de vote des femmes n'a été instauré qu'en 1971. Les Suisses résidant à l'étranger ont été les derniers à être inclus.

Inspirés par ces luttes historiques et l'évolution des valeurs et des droits associés à la citoyenneté, des groupes militent en faveur de la participation politique et du droit de vote des personnes non-nationales dans plusieurs pays européens, comme l'Italie, la France, l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse (p. ex. Bâle et Genève). Ces initiatives partagent leurs connaissances et leurs expériences dans le réseau «Droit de vote pour tous les résident·s».

À Bâle, des sessions parlementaires symboliques ont eu lieu à l'hôtel de ville. Les participant·e·s, sans nationalité suisse, ont sensibilisé le public à leurs problèmes en discutant et en votant symboliquement sur des demandes qui ont été traitées pendant près d'un an et qui ont ensuite été transmises au conseil cantonal.

À Fribourg (Allemagne), des personnes sans droit de vote ont été invitées à voter dans une circonscription électorale symbolique en parallèle aux élections officielles. Ces votes ont ensuite été

soumis à un conseil communal symbolique. Même si ces votes ne sont pas représentatifs, les résultats indiquent que les résident·e·s sans droit de vote ont un comportement de vote semblable à ceux·celles possédant le droit de vote.

Les militant·e·s adaptent et élargissent ainsi symboliquement les actes de démocratie pour demander que la voix politique des migrant·e·s soit entendue : **«Nous n'attendons pas, nous votons. Nous ne disons pas «donnez-nous le droit de vote», mais «nous sommes ici et nous votons.»** (Militant, Freiburger Wahlkreis 100%)

Notre étude montre l'investissement en temps, compétences professionnelles et personnelles, expériences, réseaux et le financement nécessaire à ce type d'engagement. Ainsi, certaines activités sont limitées à ceux·celles qui possèdent les ressources correspondantes. Notre étude révèle également les compétences et l'énergie que les partisans pourraient investir sur le plan politique s'ils·elles ne devaient pas se battre pour faire entendre leur voix.

Arguments des partisans en faveur d'un droit de vote plus inclusif

En référence à la légitimité démocratique, les partisans estiment que les personnes soumises aux décisions d'un État devraient avoir leur mot à dire sur ces dernières. Ils·Elles sont préoccupé·e·s par l'avenir de la démocratie : **«Obtenir le droit de vote n'est pas un gain individuel ou fantaisiste. Nous nous préoccupons de la démocratie et voulons la protéger.**

La participation est la seule manière d'y parvenir.» (Militant, 1bruvote, Bruxelles)

D'autres mentionnent l'obligation de payer les impôts en faisant écho au slogan de la révolution américaine : «No taxation without representation» («Pas d'imposition sans représentation [politique]»). Certains arguments se concentrent sur l'égalité et la reconnaissance mutuelle au sein d'une société locale :

«Je veux vivre dans un pays où mes amis, voisins et collègues ne sont pas jugés par leur passeport ou leur couleur de peau.» (Militant, Freiburger Wahlkreis 100%)

L'un des militants conclut que la sous-représentation et le manque de visibilité des préoccupations des migrant·e·s peuvent mener à leur exclusion, discrimination et aliénation. L'inclusion, la participation et une meilleure représentation des migrant·e·s sont également perçues comme un moyen de prévenir l'extrémisme.

«Étendre et améliorer la démocratie est essentiel. Nous aimerions promouvoir une société démocratique qui nous protégera des tendances extrêmes.» (Militant, collectif j'y suis, j'y vote, France)

Demandes politiques

Les initiatives insistent sur l'importance d'introduire un droit de vote local après par exemple 5 ans de résidence. Certaines initiatives demandent également le droit de vote au niveau régional, en particulier lorsque les villes sont composées de plusieurs municipalités, comme Bâle, Vienne ou Bruxelles.

Selon les partisans, l'octroi du droit de vote ne devrait pas être vu comme l'objectif final lié à l'acquisition de la nationalité, mais plutôt comme une partie du processus d'être un·e citoyen·ne local·e. D'autres revendications concernent l'accélération des processus d'acquisition de la nationalité et l'acceptation de la double citoyenneté.

Nous avançons que ces luttes pour la citoyenneté reflètent la mobilité, la migration et la mondialisation croissantes. Les sociétés étant de plus en plus transnationales, les activités et questions politiques concernant la citoyenneté s'étendent au-delà des frontières nationales. Les institutions et les gouvernements doivent donc s'adapter à cette dynamique de mobilité et à



Campagne de la circonscription électorale à Freiburg, de «Freiburger Wahlkreis 100%», photographie de Marc Doradzillo

l'augmentation du nombre de personnes non-nationales. La question de savoir qui peut participer politiquement où et quand gagnera en importance.

Les initiatives locales et les actions collectives représentent une manière de résoudre le déficit démocratique. Notre étude montre que les migrant·e·s sans droit de vote ne sont pas les seul·e·s concerné·e·s par cette problématique puisque les groupes de militant·e·s incluent également des personnes avec et sans droit de vote et aux bagages migratoires divers. Du point de vue d'une société inclusive et d'une démocratie durable, ces luttes et leurs arguments méritent l'attention non seulement des décideurs et décideuses politiques mais également des citoyen·ne·s ayant des droits politiques.

Lectures complémentaires

- Blatter, J., Schmid, S. D., & Blättler, A. C. (2017). **Democratic Deficits in Europe: The Overlooked Exclusiveness of Nation-States and the Positive Role of the European Union**. *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 55(3), 449–467.
- Blatter, J., D'Elia, M. S., & Buess, M. (2018). **Bürgerschaft und Demokratie in Zeiten transnationaler Migration: Hintergründe, Chancen und Risiken der Doppelbürgerschaft**. EKM.
- Ferris, D., Hayduk, R., Richards, A., Strauss Schubert, E. & Aciri, M. (2019). Noncitizen Voting Rights in the Global Era: a Literature Review and Analysis. *Journal of International Migration and Integration*, 21, 949–971.
- Inis, E. F. (2008). Theorizing acts of citizenship. In E. F. Inis & G. M. Nielsen (Eds.), *Acts of Citizenship* (pp. 15–43). Zed Books.
- Leimgruber, W. (2016). Demokratische Rechte auf Nicht-Staatsbürger ausweiten. In C. Abbt & J. Rochel (Eds.), *Migrationsland Schweiz. Vorschläge für eine Politik der Öffnung* (pp. 21–37). Hier und Jetzt.
- Slotwinski, M., Stutzer, A. & Bevelander, P. (2020). **From Participants to Citizens? Democratic Voting Rights and Naturalization Behaviour**. ZEW - Centre for European Economic Research Discussion Paper No. 20–055.



Périmètres de la citoyenneté démocratique à plusieurs niveaux dans un monde mobile et multiculturel

Matteo Gianni et Walter Leimgruber

Projet du « nccr – on the move »

Le projet étudie les transformations actuelles de la citoyenneté dans des contextes urbains de superdiversité. Il examine les différentes formes de citoyenneté (urbaine), leur lien avec les régimes de citoyenneté à plusieurs niveaux et la manière dont la citoyenneté et la cohésion sociale peuvent être institutionnellement encadrées dans une société mobile. Le projet fait le lien entre la recherche anthropologique de terrain sur la citoyenneté et la philosophie politique du multiculturalisme et de la mobilité dans des contextes de gouvernance à plusieurs niveaux.

en bref #20 est basé sur le sous-projet « **Initiatives pour le droit de vote des non-citoyens** » de Metka Hercog, Silva Lässer et Katrin Sontag

Contact pour en bref #20: Katrin Sontag, postdoc en anthropologie culturelle, Université de Bâle et « nccr – on the move », katrin.sontag@unibas.ch

Le « nccr – on the move » est le Pôle de recherche national (PRN) consacré aux études sur la migration et la mobilité. Il s'est donné pour objectif de mieux comprendre l'interaction entre migration et mobilité et les phénomènes qui y sont liés en Suisse et au-delà. Il réunit des domaines de recherche relevant des sciences sociales, de l'économie et du droit. Géré par l'Université de Neuchâtel, le réseau inclut 17 projets de recherche de onze universités suisses, soit les Universités de Bâle, Fribourg, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel et Zurich, ainsi que l'EPF de Zurich, le Graduate Institute de Genève, la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale et la Haute Ecole Spécialisée du nord-ouest de la Suisse.

« en bref » fournit des réponses à des questions actuelles dans le domaine des migrations et de la mobilité – sur la base des résultats de la recherche qui ont été élaborés dans le cadre du « nccr – on the move ». Les auteur·e·s assument la responsabilité de leurs analyses et arguments.

Contact pour la série: Aldina Camenisch, responsable du transfert de connaissances, aldina.camenisch@nccr-onthemove.ch

nccr →
on the move

**National Center of Competence in Research –
The Migration-Mobility Nexus**
nccr-onthemove.ch

**Université de Neuchâtel,
Rue Abram-Louis-Breguet 2,
2000 Neuchâtel, Suisse**